

*l'Anti*capitaliste

n°217 | 14 novembre 2013 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



LES RÉVOLTES SOCIALES

Dossier

**Logement:
y'en a marre!**

Pages 6 et 7



ÉDITO

**Colère et solidarité
pour les Philippines**
Page 2

PREMIER PLAN

**Mali : grandes
et petites manœuvres**
Page 3

ACTU POLITIQUE

**Bretagne : polémiques
et questions de fond**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec
Matthieu Guillemot**
Page 12





édito

Par PIERRE ROUSSET

Colère et solidarité pour les Philippines

Le super typhon Haiyan vient de dévaster le centre de l'archipel philippin alors que s'ouvre à Varsovie la 19^e conférence internationale sur le climat. L'an dernier, un autre cyclone meurtrier avait endeuillé les Philippines alors que ladite conférence se tenait à Doha. Les délégués gouvernementaux avaient salué la mémoire des victimes, avant de conclure qu'il était urgent de ne rien faire. Gageons que cette année, il en sera de même... Haiyan est le plus puissant typhon ayant touché terre jamais enregistré dans le monde. Pour son malheur, l'archipel philippin subit de plein fouet les phénomènes météorologiques exceptionnels qui se forment dans l'océan Pacifique. Les typhons se multiplient, leurs trajectoires se modifient. Le « message » d'Haiyan est clair : voici ce que signifie pour les populations victimes un chaos climatique. La ville portuaire de Tacloban a été littéralement rasée et on craint qu'en ce seul lieu le nombre de morts se monte à dix mille. Les survivants errent dans les ruines pour trouver de l'eau, de la nourriture... et le président Benigno Aquino dénonce les « pillages », se donnant pour objectif de « rétablir l'ordre » ! Impossible de ne pas être en colère face à une telle situation, mais l'heure est à la solidarité. L'aide internationale commence à affluer, tant mieux. L'expérience montre cependant ses limites et les effets pervers (voir la situation en Haïti). Pour y remédier, secours d'urgence, réhabilitation et reconstruction doivent faciliter l'auto-organisation des populations sinistrées afin qu'elles soient à même de défendre leurs intérêts en un moment de grande faiblesse et de grand désarroi. Sinon, elles risquent d'être deux fois victimes : de la catastrophe naturelle, puis d'une reconstruction inégalitaire au profit des plus puissants. C'est dans cet esprit que l'association Europe solidaire sans frontières a lancé un appel à la solidarité financière, pour aider nos partenaires philippins à secourir des victimes là où le gros de l'aide internationale n'ira pas et pour les accompagner dans toutes les étapes allant du secours d'urgence à la reconstruction.

Appel sur : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30296>

BIEN DIT

Aujourd'hui, les « socialistes » de gouvernement ne sont plus simplement des faux frères, ni des adversaires, mais des ennemis (de classe) que nous devons affronter, quoi qu'il en coûte.

GÉRARD MORDILLAT dans l'Humanité du 6 novembre.

À la Une

Ouvrir une perspective anticapitaliste

Plus de mille plans de licenciements collectifs en un an, une augmentation de 16 % sur les neuf premiers mois de 2013 par rapport à la même période de 2012. Des chiffres qui ne sont qu'un pâle reflet de la catastrophe humaine et sociale, individuelle et collective qui s'abat sur des milliers de salariéEs brutalement jetés à la rue, sans espoir réel de retrouver un emploi.

Ces licenciements collectifs ne sont que la partie la plus visible des licenciements. Les invisibles, licenciements individuels ou soi-disant ruptures négociées, explosent eux aussi, mais en silence, tout comme augmente la précarité, ce travail en miettes qui ne permet ni de vivre correctement ni de faire des projets. Les nouveaux emplois créés sont en grande majorité des CDD, et représentent 82,4 % des embauches, le niveau le plus élevé depuis 10 ans. En plus, leur durée s'est raccourcie. La part des CDD de moins d'un mois est passée en 5 ans de 60 % à 71 % des embauches. La part de l'intérim a diminué parce que dans beaucoup d'entreprises, les intérimaires ont été jetés les premiers. Telle est la réalité qu'aucun tripatouillage des chiffres ne parviendra à masquer. Une réalité bien loin des annonces sur l'« inversion de la courbe du chômage »...

Affronter ce gouvernement

La crise est loin d'être finie et les capitalistes en demandent toujours plus. L'un de leur porte-flingue, l'agence de notation Standard & Poor's, vient de dégrader la note de la France. Le gouvernement répond positivement à cette nouvelle injonction à faire encore et toujours plus d'austérité. Moscovici affirme que « les investisseurs peuvent et vont continuer à faire confiance à la France ». Et Hollande de déclarer : « Je confirmerai la stratégie qui est

la nôtre, le cap qui est le mien », car il estime que c'est la seule manière « d'assurer la cohésion nationale et sociale ». Le ton est donné : il n'y a rien de bon à attendre de ce gouvernement.

Refusant de l'affronter, les réactions syndicales n'ont été à la hauteur : ni contre la loi de « sécurisation de l'emploi », ni pour défendre les retraites, ni pour s'opposer aux licenciements. Mais si le mouvement ouvrier est quasiment inaudible, le terrain de l'opposition au gouvernement n'est pas désert pour autant. L'extrême droite cherche à l'occuper. Les forces réactionnaires s'incrument dans tous les espaces ouverts par la politique du gouvernement, du manque de fermeté sur la PMA à la politique sécuritaire qui n'a rien à envier à celle de Sarkozy, de l'injustice fiscale à la rengaine sur le « coût du travail », frein à la sacro-sainte compétitivité des entreprises. Dans cette situation complexe, celles et ceux qui sont directement confrontés à la perte de leur seul moyen de subsistance cherchent les moyens de résister.

Où vont les mobilisations ?

Les débats qui entourent la manifestation de Quimper du 2 novembre se poseront à nouveau parce que la course de vitesse est engagée entre le mouvement social et les forces réactionnaires pour déterminer qui donnera le ton des mobilisations

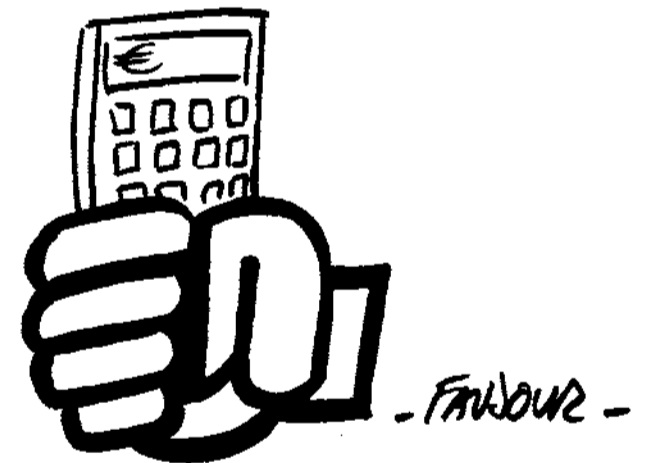
contre le gouvernement. Une course de vitesse pour savoir qui prendra la direction des mobilisations sociales et politiques contre le gouvernement, mais aussi pour déterminer le contenu des réponses qui seront apportées.

Ce n'est jamais dans la passivité et la résignation que les réponses progressistes avancent. Il faut être avec celles et ceux qui se battent et au sein de cette mobilisation ne pas occulter les contradictions, mais au contraire les affronter en

ne lâchant rien sur le fond. Par exemple, ne lâcher ni sur le droit à l'emploi ni sur l'écologie, c'est défendre l'interdiction des licenciements, qui ne confond pas le maintien du salaire et du contrat de travail pour toutes et tous et la défense de productions inutiles voire nuisibles et/ou dangereuses. Mais les propositions justes ne sont rien si elles ne postulent pas à être mises en œuvre, si le seul avenir imaginable est soit le libéralisme du PS, flanqué ou non d'EELV, soit une solution autoritaire avec la droite et l'extrême droite. Celles et ceux qui s'opposent à gauche à la politique du gouvernement ont la responsabilité d'offrir une autre voie, une autre perspective politique, celle d'un gouvernement anti-austérité.

Christine Poupin

LE PARTI DE L'AUSTÉRITÉ



ECOMOUV Derrière l'injustice, le scandale

En plus d'être un impôt qui ne répond en rien à l'urgence écologique, l'autre scandale de l'écotaxe, c'est sa collecte. Une collecte privatisée par le gouvernement précédent dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) avec la société Ecomouv, un contrat tournant au fil des jours au véritable scandale d'État.

Le doute s'installe de jours en jours, la justice ouvre même une enquête préliminaire sur les conditions d'attribution du contrat passé entre l'État et Ecomouv, la société chargée au nom de l'État de collecter l'écotaxe.

Rappelons tout d'abord que cette taxe vise à faire payer les transports par camions, notamment transnationaux, avec le double objectif de favoriser les transferts des marchandises vers le ferroviaire et de faire participer les

transporteurs au financement du réseau routier. Seulement, on apprend que les clauses du contrat sont « extrêmement désavantageuses pour l'État » qui doit rétrocéder 20 % des sommes récoltées à Ecomouv et en cas de dédit de l'État, le gouvernement devra un peu plus de 800 000 millions d'euros à cette même société. Par ailleurs, au vu des termes du contrat, de nombreux commentateurs s'interrogent « sur les possibles faits de corruption et les nombreuses irrégularités

qui auraient eu lieu durant l'appel d'offres »...

Le bal des faux culs

À écouter les uns et les autres, tous semblent découvrir les conditions de ce partenariat public-privé consenti au consortium Ecomouv détenu à 70 % par l'Italien Autostrade et l'envers du décor de l'écotaxe. À droite comme à gauche, les responsables s'étonnent de ce contrat au coût de collecte exorbitant et demandent des comptes. Au vu des propos des ténors

de la droite, on peut penser qu'une épidémie de perte de mémoire frappe certains d'entre eux, et en premier lieu ceux et celles qui ont été à la manœuvre qui semblent avoir oublié que ce contrat a été signé par le gouvernement sous Sarkozy et Fillon. C'est sans doute Nathalie Kosciusko-Morizet qui a la mémoire qui flanche le plus, puisque selon elle, « elle n'avait pas initié ce contrat, lancé avant elle et signé après elle ». Or, le classement des appels d'offres, puis le contrat de

partenariat avec Ecomouv, ont été signés par elle ou par délégation avec son accord écrit, lorsqu'elle était au ministère de l'écologie. Et c'est bel et bien la droite qui a choisi les modalités de la mise en œuvre de l'écotaxe, et accepté les termes de la société Ecomouv. Un contrat signé le 20 octobre 2011 après accord écrit de Nathalie Kosciusko-Morizet, alors ministre de l'Environnement, Valérie Pécresse, ministre du Budget, et François Baroin, ministre de l'Économie et des Finances.

Du côté du PS et des Verts, là aussi, la surprise est feinte, comme s'ils n'avaient jamais eu vent de ce qui se tramait, alors qu'ils ont aussi voté l'ensemble du

Un monde à changer

PATRIE? «Saccharine civique», c'est ainsi que le poète Benjamin Péret désignait les tirades sur la patrie dans un texte de 1945. Et pourtant, il n'avait pas hésité à se battre sur le front espagnol contre Franco. La saccharine n'est pas du sucre mais essaie de le faire croire. La référence à la patrie et à l'unité nationale, une recette traditionnelle des gouvernements bourgeois en difficulté... Hollande a ainsi voulu utiliser les cérémonies du 11 novembre avec un discours amalgamant tout: «*Pourquoi se sont-ils battus, les poilus de 14, les héros anonymes des tranchées, les femmes qui étaient à l'arrière et qui faisaient vivre le pays? Pourquoi*

se sont-ils battus, les Français libres, les maquisards, les résistants? [...] Un mot revient pour répondre: la patrie. Oui, la patrie, c'est-à-dire le legs reçu des générations précédentes mais aussi ce que signifie la patrie, ce qu'elle incarne: une promesse de dignité, de justice et d'émancipation.» Quelle justice? Quelle émancipation? Avec son gouvernement «de gauche», le plus à droite depuis Guy Mollet qui envoya les appelés du contingent réprimer la révolte algérienne, Hollande discrédite la gauche. À nous de réagir sur le seul terrain qui vaille, celui de la lutte des classes, sans concession sur les valeurs de solidarité entre tous les opprimés.

MALI **Grandes et petites manœuvres**

Rien ne coule aussi bien que les larmes de crocodile. Il en va ainsi de celles publiquement versées par Idriss Déby, le sinistre tyran qui règne sur le Tchad depuis 1990, à propos des deux journalistes de la radio française RFI qui ont été tués le 2 novembre dernier à Kidal au Mali...

À propos ce double assassinat, le despote tchadien – dont le pays est largement présent au Mali, et très allié à la France – s'est découvert une fibre qu'on ne lui connaissait pas, celle d'adorateur de la liberté de la presse. «*Sans la presse, le monde est comme un corps sans âme*», a-t-il clamé (sans rire) le

7 novembre dernier à l'occasion d'une visite du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon. Tout en demandant aux journalistes de «*continuer à chercher la vérité partout où elle se trouve*». Nous parions, sans risque, que cela ne vaut pas pour la presse tchadienne, largement muselée. Les assassinats de Ghislaine Dupont

et Claude Verlon seraient l'œuvre d'AQMI («*Al-Qaida au Maghreb islamique*»), qui a revendiqué ces crimes. Mais la question de savoir pourquoi reste posée. En effet, le groupe AQMI est coutumier des prises d'otages, qui sont l'un des piliers du tissu économique dans lequel il est intégré. Comme d'habitude, AQMI aurait pu «*monnayer*» la vie des deux journalistes, au lieu de perpétrer un assassinat spectaculaire.

Groupes armés, pouvoir malien, État français

Ainsi, la libération de quatre otages qui avaient été enlevés à Arlit au Niger en 2010 aurait rapporté 20 millions d'euros aux groupes qui les avaient enlevés. La somme aurait été payée par leurs employeurs, la firme nucléaire Areva et le groupe français Vinci. Or, selon des informations données par le chroniqueur malien Tiékorobani, ce serait le versement de cette rançon qui aurait créé des conflits parmi les différents groupes armés présents au nord du Mali. Selon lui, ce serait Iyad Ag Ghali, le chef du groupe intégriste Ansar Dine (Partisans de la religion), qui aurait joué

les intermédiaires entre AQMI et les intérêts français... avant de garder la rançon pour lui. Du coup, AQMI se serait fâché et aurait commandité l'assassinat des deux journalistes français. Le message: les groupes armés qui contrôlent actuellement Kidal n'arrivent pas à faire régner un minimum de sécurité.

La situation reste problématique, alors que les principaux groupes ayant pignon sur rue semblaient être en train de trouver les arrangements favorables à leurs intérêts. Le MNLA, mouvement séparatiste ou autonomiste à base ethnique (touareg), vient de créer une structure politique commune avec le «*Haut conseil pour l'unité de l'Azawad*» (HCUA), vitrine d'Ansar Dine. Il s'agit de revendiquer une place d'interlocuteur de poids, face au gouvernement malien. Et cela alors que la France, militairement très présente à Kidal, a toujours eu des accointances avec le MNLA, entre autres pour affaiblir l'État central malien.

Le pouvoir malien, représenté par le président Ibrahim Boubacar Keïta élu en août dernier, a lui aussi commencé à s'arranger avec ces groupes armés. Des représentants du MNLA figureraient d'ailleurs sur des listes du Rassemblement du peuple malien (RPM), parti du président Keïta, aux législatives des 24 novembre et 15 décembre... **Bertold du Ryon**



Au Mali lors de la campagne présidentielle. DR

système, tout comme les députés de droite!

Privatisation de l'impôt

Dans cette affaire, tout semble avoir été fait au détriment de l'État. Sous prétexte d'écologie, le gouvernement Sarkozy-Fillon, mais aussi l'ensemble des députés de droite comme de gauche, sont revenus sur un principe qui semblait inamovible, celui de la perception de l'impôt par l'État, en le confiant au privé. Cette perception de l'impôt par Ecomouv a un coût: 240 millions d'euros par an sur les recettes prélevées, soit un coût de perception de 20% contre 1% pour l'impôt perçu par l'administration. Mais soyons rassurés, l'État reste sollicité pour arrêter et poursuivre les resquilleurs de l'écotaxe... dans l'intérêt du privé! L'affaire montre toutes les dérives possibles de ce type de partenariat entre

le public et le privé. Il est évident que la défense de l'environnement n'est qu'un prétexte pour accentuer les politiques néolibérales, dans tous les domaines.

Théoriquement, le produit de la taxe (du moins, la partie non cannibalisée par Ecomouv!) aurait dû servir à financer des projets de ferroutage et de transport

multimodal. Rien n'a été entrepris dans ce sens depuis le vote de l'écotaxe en juin 2009, et au contraire même, le transport de fret par la SNCF régresse. L'affaire

montre également que c'est bien une illusion de croire que la fiscalité puisse être le levier central pour une transition écologique. **Sandra Demarcq**



DR

Le chiffre

4,5 milliards d'euros

C'est la somme que l'État va emprunter en décembre sur les marchés financiers pour solder la dette issue des magouilles et erreurs du Crédit lyonnais. Plus de la moitié du budget de l'écologie en 2013. Tapie, lui, aurait droit à 403 millions.



Agenda

Jeudi 14 novembre, réunion publique du NPA, Besançon. Avec Christine Poupin. Salle Battant, 48 rue Battant.

Mercredi 20 novembre, réunion publique de la société Louise-Michel, Paris 20^e. «Les gauches gouvernementales en Amérique latine» avec Janette Habel à 19h au au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier.

Samedi 30 novembre, manifestation de la journée mondiale de lutte contre le sida, Paris. «Pas d'entraves à l'accès aux soins». Rendez-vous à 18h place de la République.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Vive la France!

JOHN MCCAIN, sénateur républicain et concurrent d'Obama aux dernières élections présidentielles, se réjouissant dimanche 10 novembre du blocage par la France des négociations avec l'Iran.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard,
Goulven Schaal

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RETRAITES

Le Sénat, dernier rempart ?

Dans la nuit du 5 au 6 novembre, les sénateurs ont repoussé à l'unanimité le projet de loi sur la réforme des retraites présenté par le gouvernement. Image, certes déformée par les manœuvres politiciennes, du désaveu qui se manifestait avec le chiffre de 74 % d'opposants à la réforme des retraites, données par les sondages.

Il faut dire que chaque groupe politique au Sénat avait profité des majorités variables pour faire passer ses amendements, revenant à modifier profondément le texte initial. Quitte à agacer la porte-parole du Parti socialiste, Laurence Rossignol, annonçant que le Sénat « creusait sa tombe » ! Une audace constitutionnelle en gestation ? Pêle-mêle, les sénateurs avaient notamment adopté un amendement centriste créant un système de retraite par points, et modifié profondément le texte en rejetant deux dispositions clefs, l'allongement de la durée de cotisation et la création d'un compte pénibilité.

Contretemps et mobilisations

La droite se félicite de ce contretemps, le Front de gauche prétend l'utiliser pour faire encore bouger un texte que le gouvernement a décidé de porter jusqu'au bout sans modification. C'est ainsi que le Collectif unitaire contre la réforme des retraites s'adresse aux 15 députés PS abstentionnistes à l'Assemblée pour leur demander de s'opposer au projet de loi lors de son nouveau passage devant le Parlement pour « soutenir des revendications qui épousent l'intérêt général bien plus sûrement que la politique libérale malheureusement toujours en cours » et « produire un électrochoc qui ne pourra être qu'utile pour la gauche et l'engager, qui sait, sur d'autres chemins que celui qui conduit, si l'on ne fait rien, à des défaites à venir ». De son côté, la CGT annonce une journée d'action le 19 novembre, puis des rassemblements devant l'Assemblée et les préfectures, lorsque les députés voteront le texte.

Paris le 15 octobre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO



Autant d'initiatives qui, faute de réelle mobilisation, n'ont aucune chance de faire reculer le gouvernement. Après une nouvelle réunion de concertation dans le cadre de la commission mixte paritaire probablement infructueuse, le projet de loi sera adopté vers les 19 ou 20 novembre. Au milieu de difficultés réelles de mobilisation, la stratégie des organisations syndicales, comme contre l'ANI, faite de dialogue social et de refus de s'opposer frontalement au gouvernement, doit être revue.

Robert Pelletier

1. « Lettre aux députés abstentionnistes ».

BRETAGNE

Polémiques et questions de fond

Fallait-il être le samedi 2 novembre à Quimper avec les 30 000 « nigauds » et « esclaves » soumis à leurs patrons, ou à Carhaix avec la gauche qui pense comme il faut ? C'est de cette façon caricaturale que le problème a été posé par toute une partie de la gauche. La situation est évidemment beaucoup plus complexe.

Nombreuses ont été les réactions contre la manifestation de Quimper, souvent agressives voire insultantes. On l'a vu, Jean-Luc Mélenchon n'aime pas les « Bonnets rouges », et il n'a pas fait dans la dentelle en affichant son mépris pour le peuple opprimé. Une position bien relayée par des responsables du PG, des élus PS, des dirigeants d'EELV, par la CGT qui a déclaré que cette manifestation ne défendait pas les salariés, et enfin par la presse militante de gauche, l'*Humanité* et *Politis* : « Poutou (NPA) manifesterà à Quimper avec le patronat, le FN et les identitaires »... Quelle finesse d'analyse !

Avec la colère sociale, contre les responsables de la crise

Le NPA était bien à Quimper, et ses militants « bretons » ont manifesté avec leurs camarades de lutte, leur camp social... les salariés de Marine Harvest, de Gad ou de Tilly-Sabco. Le NPA était à sa place parmi les révoltés, dans un mouvement de profonde colère sociale contre l'écotaxe mais surtout contre l'austérité, les licenciements, et la souffrance au quotidien. Certes, il y a de la confusion dans la diversité des manifestants : des salariés, des artisans, des petits patrons, des artisans, des commerçants... La présence d'organisations patronales, d'élus UMP, de militants identitaires en a rajouté sur la complexité. De plus, la population

en colère a trouvé sa force dans un sentiment régionaliste, « vivre, travailler, décider en Bretagne », un terrain particulier qui laisse la place à des courants politiques hostiles au mouvement ouvrier. Mais cela ne justifie aucunement les accusations d'une partie de la gauche syndicale et politique. En organisant une contre-manifestation à Carhaix, la CGT comme le Front de gauche ont fait pire que de se désolidariser d'une mobilisation populaire. En divisant, elles désertent un lieu de bataille politique, contribuant à laisser la main à la droite patronale. Déjà incapables de prendre des initiatives locales ou centrales contre les licenciements qui rompraient avec un climat général de désignation, voilà que ces « dirigeants

Quimper le 2 novembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB



ouvriers» tournent le dos quand le ras-le-bol s'exprime.

Cette colère populaire ne serait pas comme il faut, alors il faudrait s'en tenir éloigné. Et on le sait, pour ces partis politiques, la révolution se fera dans les urnes, pas dans la rue. Leur réponse à la mobilisation bretonne en est une nouvelle illustration.

Pour une issue progressiste

Face au danger réel de récupération et de dévoiement de la colère des opprimés, il y a une bataille politique à mener, qui consiste à défendre dans le mouvement une perspective politique « à gauche », progressiste, contre les politiques libérales, pour le partage des richesses, pour que la population prenne ses luttes et ses affaires en main. Une politique qui a de façon spectaculaire été refusée par le Front de gauche et la CGT. Le NPA a milité dans le cortège pour faire entendre une voix anticapitaliste. Avec des organisations comme Attac, l'Union démocratique bretonne (gauche bretonne), les Alternatifs et Breizhistance, nous avons agi pour la constitution d'un « pôle de gauche » posant clairement des revendications sociales. Il ne fallait pas laisser le terrain aux droites, aux réacs de toute espèce, au patronat qui veut contrôler ce mouvement et en détourner la colère afin d'éviter qu'elle ne vise les possédants, les vrais responsables de la crise. La lutte de classe se mène à partir des mobilisations existantes, avec les gens qui se révoltent, au jour le jour. La révolte bretonne montre concrètement la nécessaire et urgente construction d'une opposition de gauche à ce gouvernement et à ses alliés. Pour la suite, nous militons pour que les organisations syndicales, associatives, politiques de la gauche radicale pèsent ensemble de tout leur poids dans le mouvement social pour la perspective d'une riposte unitaire, d'une mobilisation générale du camp des exploités.

Philippe Poutou

RACISME

Combattre le poison de la division

La récente interview de Christiane Taubira dans le journal *Libération* et la belle tribune dans le *Monde* de Harry Roselmack, l'ex-présentateur du JT de TF1, contre le retour de « la France raciste » sont plus que bienvenues, au moment où les discours et les actes racistes ne cessent d'augmenter.

Depuis son arrivée au gouvernement, Christiane Taubira a été violemment attaquée par la droite et l'extrême droite, mais ces dernières semaines, le racisme a franchi un nouveau seuil. Comparée d'abord à un singe par une candidate du FN, puis insultée par des enfants et leurs parents dans un rassemblement des anti-mariage pour tous, aux cris de « Guenon, mange ta banane ! », Taubira s'est étonnée du manque de réaction dans le pays. Cela a été la goutte d'eau de trop aussi pour Harry Roselmack qui s'est dit soudain « ramené à ma condition nègre ». Christiane Taubira nous avait déjà régalés avec sa réponse au « discours mortifère et meurtrier » du Front national. Cette fois, c'est Roselmack, bien moins timide que la plupart des

hommes politiques de gauche, qui affirme clairement que « la xénophobie, le racisme constituent le ciment essentiel » du FN.

Qui alimente les préjugés ?

Dans son interview, Taubira a bien raison de pointer les responsabilités, non seulement de l'extrême droite mais aussi de la droite : les discours de Sarkozy à Grenoble et à Dakar, Hortefeux et ses « blagues » racistes, l'identité nationale, Copé, Fillon et le FN... Cette course après les électeurs du FN a bien sûr largement contribué à donner confiance aux racistes qui se lâchent. Par contre, sur les responsabilités du gouvernement actuel, à part quelques critiques très diplomatiques de la politique d'immigration et envers les Roms, c'est silence

radio. Pourtant les dégâts sont immenses : l'abandon du droit de vote pour les étrangers, la poursuite de la politique sarkoziste de l'immigration, la stigmatisation des musulmans, les déclarations racistes de Valls sur les Roms et enfin, plus fondamentalement, la gestion loyale du capitalisme en crise. Roselmack pointe la responsabilité de la crise « qui alimente la xénophobie ». Mais cette crise ne tombe pas du ciel, elle est une conséquence de la logique même du capitalisme. C'est pourquoi les appels de Taubira à la « cohésion sociale » et à la défense de « la République » sont au mieux une illusion, au pire une tromperie. La République réelle et concrète — et non pas les valeurs abstraites qu'elle invoque — est bien une république capitaliste qui jette des millions de

personnes au chômage et enfonce des millions d'autres dans la précarité et la misère. C'est bien ce système qu'il faudra abattre pour en finir définitivement avec le racisme.

Avant d'y arriver, la lutte contre le racisme continue, non seulement parce qu'il est insupportable mais parce qu'il continue à miner la cohésion, non pas celle illusoire de la République, mais celle des exploités et des opprimés. C'est un poison qui divise et affaiblit dans les batailles contre les patrons licenciés et le gouvernement à leur botte. Dans les mois à venir, il faut trouver le chemin de l'unité de tous les travailleurs : blancs, noirs, arabes... Ne rien laisser passer : aucune réflexion raciste, aucune « blague ». S'opposer à la diffusion des idées haineuses, redonner confiance aux antiracistes (et nous sommes encore nombreux !), avec comme première grande échéance les célébrations le mois prochain du trentième anniversaire de la grande marche pour l'égalité.

Ross Harrold

ÉGYPTE Quelle alternative ?

Le 4 novembre a eu lieu l'ouverture du procès intenté au président déchu et à 14 dirigeants des Frères musulmans pour « incitation au meurtre » de manifestants. Les Frères avaient annoncé une riposte de grande ampleur dans tout le pays. Il n'en a rien été.

Cet échec résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : une impopularité des Frères musulmans telle que certains sont agressés en pleine rue et une partie de leurs locaux détruits ; l'ampleur du dispositif policier mis en place ce jour-là ; la vague répressive la plus importante que les Frères aient subie depuis les années 1950¹ (plus de 2000 membres de la confrérie ont été arrêtés dont les trois principaux dirigeants). Il est cependant probable que tout cela ne suffira pas à détruire ce mouvement qui a su continuer à exister dans la clandestinité pendant des dizaines d'années. Et cela d'autant plus qu'une grande partie de leur puissance économique et de leurs activités caritatives sont organisées de façon à être difficiles à démanteler.

Sissi futur imperator ?

L'homme fort du nouveau pouvoir surfe sur la vague de popularité acquise pour avoir débarqué les Frères. Ancien chef des services de renseignements sous Moubarak, Sissi jouit néanmoins du soutien d'une partie de ceux qui avaient joué un rôle décisif dans la chute du dictateur en 2011, puis dans les mobilisations de juin-juillet 2013. À commencer par Kamal Abou Aita, ancien président du premier syndicat indépendant puis de la centrale EFITU, devenu ministre du Travail. Hamdeen Sabahi, candidat nassérien qui avait fait presque jeu égal avec le candidat des Frères et celui des militaires aux élections présidentielles de juin 2012, a d'ores et déjà annoncé qu'il s'effacera

derrière Sissi au cas où ce dernier se présentait aux prochaines présidentielles. Enfin, Sissi bénéficie du soutien d'une partie au moins des leaders de Tamarod. Contrairement à ce qui a pu avoir lieu dans le passé, une minorité des gauches s'affiche courageusement comme étant « ni pour les Frères ni pour les militaires ». La montée en puissance d'une telle orientation dépendra de sa capacité à s'enraciner dans les deux composantes essentielles de la révolution égyptienne : la jeunesse et les salariéEs. C'est la jonction entre ces deux mouvements sociaux qui avait rendu possible la chute de Moubarak, et c'est donc sur eux que repose la poursuite du processus révolutionnaire.

Le rôle possible de la classe ouvrière

Une multitude de grèves ont eu lieu depuis une dizaine d'années. Mais la plupart d'entre elles se sont terminées par des défaites, avec le risque d'usure et de découragement que cela comporte.

Une des raisons de cette situation est la grande difficulté du syndicalisme indépendant à se développer. Pendant plus de 50 ans, la centrale syndicale officielle a été avant tout un prolongement du pouvoir d'État au sein du monde du travail. Ce n'est qu'en 2008 que le premier syndicat indépendant a vu le jour. Deux centrales indépendantes ont été fondées dans la foulée de la révolution de 2011. Mais celles-ci demeurent extrêmement fragiles : la législation antérieure n'ayant pas été changée, les employeurs ont le plus souvent les mains libres pour licencier les militantEs cherchant à créer un syndicat indépendant. Même si la première centrale indépendante, l'EFITU, affiche en général un nombre d'adhérents de l'ordre de 2 millions, elle ne dispose en réalité que de moyens dérisoires : la plupart de ses membres ne payent en effet pas de cotisations car une cotisation continue le plus souvent à être prélevée automatiquement par l'employeur sur leur salaire au profit de l'ancienne centrale. Et c'est celle-ci qui continue à être chargée de dispenser les prestations sociales, comme par exemple l'assurance maladie².

En devenant ministre du Travail, l'ancien président de l'EFITU, Kamal Abou Aita, s'est notamment fixé comme objectif de faire sortir du congélateur le projet de loi de mars de 2011 établissant enfin la liberté syndicale en Égypte. Reste à savoir si ses amis du gouvernement accèderont à cette demande. Le fait que dans le « comité des 50 » chargé de modifier la Constitution, les deux places destinées aux syndicalistes ait été offertes à des adversaires farouches du syndicalisme indépendant ne pousse guère à l'optimisme en ce domaine.

Dominique Lerouge

1. Dossier paru dans *Al-Ahram* hebdomadaire du 2 octobre 2013

2. Voir la page Égypte du site www.solidaires.org et *Al-Ahram* du 7 août 2013

Dans une manifestation de soutien à Morsi. DR



GUYANE

Victoire pour les grévistes de l'université

En Guyane (française), dernier territoire colonisé du continent sud-américain, les choses ne changent qu'à travers de durs combats...

Il avait fallu la grande mobilisation lycéenne de novembre 1996, ponctuée de nuits d'émeutes et d'appels à la grève générale, pour obtenir la naissance de l'Académie de Guyane. Cette fois-ci, les étudiants, professeurs et personnels du Pôle universitaire guyanais auront mis cinq semaines pour voir leur combat aboutir. La victoire est totale, à la hauteur de la détermination des grévistes qui ont tenu un piquet jour et nuit à l'entrée du campus, organisé trois marches dans les rues de Cayenne, tenu bon pendant les vacances et su maintenir jusqu'au bout l'unité de l'intersyndicale et du collectif étudiant.

Le protocole de fin de grève¹ acte la création par décret d'une Université de plein exercice en Guyane avant la rentrée 2015, au plus tard 2016, la création d'une cinquantaine de postes, pour moitié d'enseignants-chercheurs, pour moitié d'agents d'administratifs, et l'amélioration immédiate des conditions de la vie étudiante en termes de restauration,

de logements, de transports. Les deux responsables du Pôle universitaire guyanais les plus contestés ont été démis de leurs fonctions et remplacés par une administratrice provisoire, épaulée par un directoire où l'intersyndicale (composée de trois syndicats nationaux SNESUP-FSU, SGEN-CFDT, SNPTES-UNSA et du STEG-UTG affilié à la centrale guyanaise anticolonialiste) devrait pouvoir peser.

Ras-le-bol total

Les dysfonctionnements étaient accablants sur le Pôle universitaire guyanais : pas de resto U, manque de professeurs, précarité généralisée chez les personnels, clientélisme dans l'ouverture des formations et autoritarisme des chefs... Malgré le manque de traditions de lutte chez les étudiants, l'expérience de quelques salariés de la dernière grève en 2003 a permis d'organiser le blocage complet du campus par des assemblées générales démocratiques, et de faire émerger une nouvelle génération de militantEs.

La grève a également profité d'un soutien important de la population, qui apportait quotidiennement nourriture, boissons et matériel sur le piquet de grève, ainsi que du conseil général. Mais si l'État français a fini par céder, c'est devant la mobilisation des lycéens de Cayenne, Kourou et Saint-Laurent qui ont installé des piquets à l'entrée de leurs établissements, ainsi que face à la menace très concrète d'un blocage des axes routiers et d'une grève générale en préparation. La venue de Christiane Taubira les 9 et 10 novembre a enfin pesé de tout son poids pour trouver une issue à la crise.

Cette victoire va conduire à un éclatement de l'université des Antilles et de la Guyane, dénoncée par les grévistes comme une institution corrompue dont le Pôle guyanais est le parent pauvre. Il est affligeant à cet égard de constater les réactions de certains universitaires martiniquais comme Raphaël Confiant, doyen de la faculté de lettres et intellectuel anticolonialiste, qui

s'est permis de traiter les Guyanais d'« imbéciles » et de « xénophobes ». La jeunesse guyanaise, qui représente la moitié de la population du pays, a en réalité fait l'expérience de sa force et de sa capacité à peser sur le cours des choses. Le départ vers l'Hexagone ne sera bientôt plus une fatalité pour poursuivre des études. Cette victoire ouvre donc de nouveaux possibles, mais aussi de nouveaux combats, pour que la nouvelle université soit davantage à l'image des réalités géographiques, linguistiques, culturelles et sociales de la Guyane.

De Cayenne, Vincent Touchaleaume

1. La dernière phase des négociations est en cours à l'heure où cet article est rédigé.



Le monde en bref

POLOGNE Liberté immédiate pour Piotr Ikonowicz!

Emprisonné le 30 octobre pour 3 mois, Piotr Ikonowicz a été condamné parce qu'il organise un mouvement contre les expulsions des locataires. Précisons qu'en Pologne, on estime le nombre de SDF entre 43 000 et 300 000. L'hiver dernier, au moins 178 d'entre eux sont morts de froid...



DR

Piotr Ikonowicz anime l'Association pour la justice sociale (KSS). Il a connu la prison sous la dictature du général Jaruzelski. En 2000, alors qu'il était député, avec 70 autres militantEs il avait bloqué l'expulsion d'un couple de retraités, dont un invalide de 80 ans. La loi, adoptée à l'initiative de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD, successeur de l'ancien parti stalinien et membre de l'Internationale socialiste), autorisait les expulsions sans logement. Le propriétaire de l'immeuble a porté plainte pour « coups et blessures ». L'affaire n'a été jugée qu'en 2006, et de manière controversée : le juge responsable s'est désisté et c'est un assesseur qui, sans qu'un seul témoignage ne confirme l'accusation, a condamné Ikonowicz en son absence. Ce dernier ne l'a appris qu'après le dépassement du délai d'appel ! De plus, le Tribunal constitutionnel venait d'annuler partiellement cette loi...

Le président Komorowski refuse de gracier Ikonowicz, alors qu'il a déjà gracié 219 personnes condamnées pour maltraitance, recel et escroquerie. Le choix d'emprisonner Piotr Ikonowicz est un choix politique de la Plateforme civique actuellement au pouvoir : il s'agit de criminaliser les mouvements sociaux. « C'est un scandale qu'on ne lutte pas contre la pauvreté, mais contre ceux qui la combattent », a réagit Elzbieta Fornalczyk, vice-présidente du syndicat Août 8. La vice-présidente du Parlement et militante féministe de gauche, Wanda Nowicka, le député Janusz Paliko, des dirigeants historiques de l'opposition de gauche antistalinienne — entre autres Karol Modzelewski et Jozef Pinior — ont eux aussi exigé la libération d'Ikonowicz. Ce dernier a commencé une grève de la faim en prison, soutenu par les grèves de la faim de son épouse, Agata Nosalkonowicz et du député Jacek Kwiatkowski. Pour la première fois depuis 1989, le vent se lève contre la répression politique. Solidarité!

Jan Malewski

1. Pour plus d'informations, article de Stefan Bekier : <http://www.inprecor.fr/article-inprecor?id=1538>

DR



L'ANRU « nouveau » est arrivé

À son arrivée, Duflot avait promis de faire un état des lieux de l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine) avant de décider ou non la poursuite des démolitions. Avec la présentation de la nouvelle loi sur la politique de la ville, on ne peut que penser que cet état des lieux a été fait avec les pieds. On change le nom, mais pas le sigle, le « renouvellement urbain » remplaçant la « rénovation urbaine ».

Le bilan officiel de l'Anru en 10 ans, c'est « 140 000 logements démolis et autant de reconstruits, 325 000 réhabilités, plus de 90 000 ménages relogés ». Outre le mensonge sur le nombre de reconstructions, comment un bilan « de gauche » peut-il ignorer des drames comme ceux décrits à Montbéliard (l'Anticapitaliste n°216), ignorer que l'immense majorité des immeubles démolis étaient en bon état et souvent de meilleure qualité que ceux reconstruits ? Malgré les discours, on reste dans la même idéologie, prônant la « mixité sociale » pour lutter contre les quartiers qualifiés de ghettos. Cette doctrine consiste à faire croire que faire venir des habitants plus aisés dans un quartier populaire améliorera ledit quartier. Le bon sens voit tout de suite que le problème, c'est tout d'abord le chômage et que l'arrivée de nouveaux voisins ne changera

rien pour ceux qui le subissent. Eh bien oui ça change quelque chose puisque leurs logements à petits loyers sont démolis et qu'on les envoie en général loin du centre ville et des transports, où se créera donc le nouveau « ghetto », mais moins visible.

La fuite en avant continue

En région parisienne, l'objectif de l'Anru est bien visible : des logements laissés vides pour la spéculation, des prix exorbitants inabornables pour des revenus moyens qui doivent donc partir à la conquête de la proche banlieue et prendre la place des anciens habitants paupérisés par la crise. Ou même dans l'incapacité d'en partir parce que les discriminations racistes le leur interdisent. Cela a été maintes fois analysés par beaucoup d'experts moins révolutionnaires que nous, mais que cette fuite en avant inquiète, et d'autant plus que c'est le même genre d'idéologie qui a produit les « grands ensembles » des années 70. Les « ghettos » d'aujourd'hui...

Deux innovations dans ce nouveau Programme national pour la rénovation urbaine saucée PS-Duflot. Moins de quartiers concernés... pour dépenser moins (et ça commence à se voir que l'argent du 1% a été volé par l'Anru), des quartiers qui seront désignés... après les municipales ! Et pour trouver de nouveaux financements, on prend la recette qui fait des dégâts graves depuis quelques années : le partenariat public-privé. L'Anru serait autorisée à créer, acquérir et céder des filiales ou des participations dans des sociétés. Le motif serait d'accélérer l'arrivée d'investisseurs privés. Comme si Nexity et compagnie ne régnaient pas déjà dans les quartiers !

Isabelle Guichard



On n'a jamais cru au « changement », mais quand même... Tapez Duflot sur internet, vous trouverez : « payez 0 euro d'impôt ». L'ANRU continue sans bilan critique. Le campement du Droit au logement (DAL) place de la République à Paris est violemment frappé. Les réquisitions de logement sont au point mort. Les cadeaux fiscaux aux plus riches continuent. Et la « politique du thermomètre » va continuer pour les sans-abri. Oui, vraiment, en matière de logement aussi, y en a marre !

Un exemple de rénovation : Saint-Denis

La hausse du coût des terrains, des loyers, le mécanisme de la hausse de la rente foncière qui sont à l'œuvre sur toute la région parisienne, affecte la proche banlieue, inexorablement. Saint-Denis (93) subit cette pression et il est intéressant de mettre en évidence les étapes de cette mutation à l'œuvre, visible jusque dans les paysages urbains.

Saint-Denis fait partie de l'ancienne ceinture rouge, du temps où le PCF était majoritaire dans la banlieue proche de Paris. Banlieue ouvrière, banlieue populaire. Aujourd'hui, la dernière ville de plus de cent mille habitants avec un maire PCF, est concernée par le projet d'intégration dans le

Grand Paris. Elle appartient à la communauté d'agglomération « Plaine Commune » dont elle est la principale ville. Elle est constituée de trois ensembles très distincts : la Plaine Saint-Denis, le centre ville et la couronne des grandes cités autour du centre ville.

Au commencement, les sociétés

La transformation de la ville a commencé par La Plaine-Saint-Denis à la fin des années 1980. Cet espace était le lieu de concentration des usines au sud de la ville. L'effondrement de ces industries a été la première étape de la mutation. Cela a donné une zone de grandes friches industrielles, beaucoup de terrains libres proches de Paris qui ne demandaient qu'à être exploités par les promoteurs immobiliers. Le déclin est venu de la création du grand « Stade de France » à la Porte de Paris en 1998, qui a entraîné la couverture de l'autoroute A1 qui avait défiguré le quartier ouvrier de l'avenue Wilson, l'aménagement des moyens de transport, deux nouvelles

gares du RER, permettant ainsi le déplacement d'une grande quantité de salariéEs. La Plaine est d'un seul coup devenu alors le premier chantier européen avec un investissement massif des fonds de pensions. Les grandes sociétés y ont installé leur siège : SFR, Randstad, Panasonic... où l'essentiel des salariéEs arrivent à Saint-Denis le matin et la quittent le soir.

Le centre ville suit

La deuxième étape est en cours aujourd'hui : la rénovation du centre ville. La percée dans cette ville populaire d'un quartier d'affaires rendait logique que cela se poursuive par le centre ville : un quartier ancien, avec des immeubles souvent insalubres, mais au potentiel immobilier réel. Aujourd'hui 37% du parc privé est insalubre. Une première tranche a été faite dans les années 80 mais l'essentiel de cette rénovation a vraiment débuté au cours des années 2000, avec la piétonisation du centre ville. Des opérateurs immobiliers ont investi, sentant l'intérêt du lieu. La municipalité s'est engagée dans ce processus, par la création de ZAC, par la multiplication d'opérations ANRU, seules sources de financements pour des projets immobiliers de rénovation. Cette rénovation a pour conséquence l'arrivée de nouvelles populations dans la ville. Salariés des sièges sociaux des grands groupes installés à La Plaine,

et couches moyennes désirant acheter mais ne pouvant plus le faire dans Paris... Des revendications nouvelles pour la ville sont apparues, portées par des associations soucieuses de propriété, de sécurité, d'environnement. C'est aussi le moment où se sont implantés de grands squats dans des immeubles vides promis à rénovation, occupés par des populations de travailleurs immigrés et leurs familles, souvent avec des situations précaires sur le plan du séjour comme du travail. Depuis une décennie, la rénovation remet en cause ces squats, génère des expulsions massives et donc des mobilisations qui articulent les droits au séjour et au logement.

Les cités font de la résistance

Troisième étape, les cités sont très concentrées, en couronnes autour du centre ville, et essentiellement constituées de logements sociaux locatifs. Des modifications sont en cours mais ces cités sont de fait des lieux de résistance, par leur concentration, à la transformation de la ville. Il y a eu des tentatives de résidentialisation de certaines cités, avec grilles, petits jardins, sortie du parc social et hausse des loyers, voire accession à la propriété. Filiale de la Caisse des dépôts, ICADE a tenté de le faire dans la cité Floral, mais au bout du compte cet organisme s'est retiré et a vendu son patrimoine. Des opérations

ANRU sont en cours (cité Saint-Rémy par France Habitation). Des ensembles d'immeubles sont en cours de démolition (4 000, Saint-Rémy...). Il reste que le marché immobilier a du mal à y prendre pied. Il faudrait des changements politiques profonds, une remise en cause du logement social, une privatisation massive des logements pour que la rente foncière

se libère et que les capitalistes de l'immobilier investissent dans ces espaces. Sous la pression de la hausse du prix des terrains et des loyers, les mutations que connaît la ville génèrent des contradictions, des luttes de résistance, même si le tissu associatif lié au logement est très affaibli. Saint-Denis est encore pour longtemps une ville populaire !

JMB

APL en moins pour les uns, allègement fiscal pour les autres

La ravorisation des aides au logement suivant la hausse des loyers prévue à 0,9% au 1er janvier, devait être supprimée dans le budget 2014. Elle est finalement maintenue, mais les 6 millions de foyers modestes (81% des bénéficiaires des aides au logement perçoivent moins d'un Smic) devront attendre jusqu'en octobre 2014. On voit donc qu'on peut « geler » l'APL mais pas les loyers, qui eux seront seulement « encadrés » et vont donc bien augmenter au 1er janvier. Ce décalage ferait économiser 56 millions d'euros. Duflot maintient qu'il faut « maîtriser la progression des aides au logement » qui, dit-elle, auraient augmenté de 170 millions d'euros sans revalorisation, du simple fait de la hausse du nombre de bénéficiaires.

Une fois de plus piqué dans la poche des pauvres, cet argent sera bien employé : réforme de la taxation des plus-values immobilières et superbe allègement fiscal censé inciter les heureux possesseurs d'immeubles, commerces et autres bureaux à vendre rapidement. Un cadeau de 735 millions d'euros, puis de 75 millions par an, à partir de 2015.

I.G.





Pas très fière Alur

Appelée aussi « loi Duflot », la loi Alur (Accès au logement et à un urbanisme rénové) ne voulait pas trop fâcher propriétaires, promoteurs et agences immobilières. Elle provoque évidemment leur colère, car le petit peu en « défense du consommateur », c'est toujours trop pour eux. Pourtant, elle déçoit les associations et tous ceux qui attendent depuis des années le minimum.

Ce minimum pour vivre, ça devrait être un logement de qualité, écologique et économe en énergie, à loyer décent, et proche d'un emploi... Peu de décisions marquantes dans la loi, seulement des encadrements : le tableau reste donc toujours le même, d'autant qu'il n'y a pas abrogation de la loi Boutin. Présentation des principales mesures de cette nouvelle loi.

Prix du loyer

Dans les zones dites « tendues », les préfets fixeront chaque année par décret un loyer médian de référence majoré de 20 %, au-delà duquel le propriétaire ne pourra pas aller. Il existera également un loyer plancher, inférieur de 30 % au loyer médian, en-deçà duquel le propriétaire pourra demander une hausse.

Gul

La Garantie universelle des loyers (Gul) protégera... les propriétaires des impayés et se substituera à la caution, d'ici au 1^{er} janvier 2016. Le financement s'appuierait sur une cotisation, payée à parité par propriétaires et locataires, de 1 à 2 % du loyer.

Location

Le dépôt de garantie sera rendu aux locataires dans un délai d'un mois, au lieu de deux actuellement, s'il n'y a pas de réserves dans l'état des lieux. Le délai de préavis pour quitter son logement sera ramené à un mois dans les zones tendues. Des modèles type d'état des lieux et de bail devront indiquer le loyer médian de référence et le loyer appliqué au locataire précédent. Le Sénat a supprimé les pénalités pour retard de paiement de loyer, mais la loi qui permet à un juge de fixer des pénalités existe toujours... Les ventes à la découpe seraient

«davantage» encadrées, avec notamment une protection des locataires âgés, ainsi que les locations de meublés de tourisme.

Marchands de sommeil

S'ils ont déjà été condamnés pour habitats indignes, ces propriétaires seront interdits d'achat de biens immobiliers destinés à la

location pendant 5 ans. Le propriétaire d'un logement indécemment qui refusera d'engager des travaux devra payer une astreinte de 1000 euros par jour de retard. En cas d'évacuation d'un immeuble insalubre sur décision du maire, le propriétaire devra assurer à ses frais l'hébergement des occupants.

Isabelle Guichard

« Payez 0 euro d'impôt » ?

LecteurEs de l'Anticapitaliste, vous n'êtes sans doute pas concernés... Car si vous payez 0 euros d'impôt, c'est que vos revenus sont au plus bas. Et si vous en payez, vous pouvez faire baisser la somme en participant à la campagne financière du NPA, mais pas en investissant dans l'immobilier ! Mais malheureusement, vous êtes concernés, et pas seulement parce que cet impôt non perçu, ce sont des équipements publics en moins.

Cela fait des années que des dispositifs de défiscalisation font construire là où c'est moins cher, plus rentable donc, mais où la demande de logements est la moins forte, voir ci-dessous. Au risque d'ailleurs pour le petit investisseur d'y perdre ses économies, puisque l'avantage fiscal est lié à la location du bien. Mais les promoteurs eux s'y retrouveront toujours.

Les chiffres de la construction augmentent, mais le nombre de demandes insatisfaites aussi. Le dispositif Duflot n'a pas encore beaucoup de succès parce qu'il pose plus de conditions que les précédents systèmes. Ce que regrette par exemple le président de Bouygues Immobilier qui considère que « c'est pourtant le moteur de la production de logements en France ». C'est bien là le problème : continuer à soumettre la construction à la loi du marché.

I.G.

Habitat social : « putain ce qu'il est blême mon HLM ! »

Alors que le mal logement ne connaît pas la crise avec plus de 10 millions de mal-logés et qu'il manque plus d'un million de logements, l'offre de logement social reste constante...

Il y a sur le territoire français 4,6 millions de logements sociaux soit 18,4 % du parc locatif en 2011¹. Cette situation de pénurie de logement ne résulte pas d'une simple confrontation de l'offre et de la demande mais bien de choix politiques dans un secteur où les pouvoirs publics jouent un rôle déterminant, notamment au travers du logement social. Il s'agit pourtant d'un secteur en crise, et en proie aux appétits capitalistes. Tour d'horizon du logement social.

Vous avez dit « social » ?

Le désengagement de l'État en matière de logement s'est amorcé de manière significative vers le milieu des années 1970. Loin d'être une rupture et contrairement à l'affichage politique qui veut être donné, la loi de finances 2013 marque un nouveau recul de 400 millions d'euros pour le volet logement et ne permet pas de répondre à l'engagement d'Hollande pour la construction de 150 000 logements sociaux par an pendant toute la durée de son mandat.

100 000 logements sociaux devraient être produits d'ici la fin de l'année, mais selon un rapport de la Cour des comptes en 2011, seules 25 % de ces constructions ont été faites dans les zones de tensions, 75 % dans des zones « où n'existaient pas de besoins manifestes »². Par ailleurs, pas de rupture non plus avec l'ANRU et les politiques de destruction de logements sociaux pour « aménager le territoire urbain », comprendre casser les poches de pauvreté et les repousser vers des périphéries toujours plus éloignées. Pas de rupture non plus, en ce qui

concerne les mesures coercitives pour obliger les maires à respecter la proportion de logements sociaux imposée par la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU). Ainsi le « tableau de déshonneur »³ publié par la Fondation Abbé Pierre affiche les 3,6 % de logements sociaux de Neuilly-sur-Seine (92), les 6,5 % de Saint-Maur-des-Fossés (94) ou les 4,9 % de Pornichet (44), et les maires de ces communes peuvent continuer à ne pas respecter la loi en payant des indemnités aléatoires et peu incitatives.

Dernier élément, la hausse des loyers de 2000 à 2011 est proche de celle du secteur privé avec 30 % d'augmentation⁴.

En contradiction avec le marché

Le logement social est à la fois l'épouvantail effrayant des villes riches, et la cible des appétits capitalistes par le volume de richesse qu'il représente, environ 200 milliards d'euros. Les évolutions de ces 10 dernières années, les types de logements sociaux construits — destinés très majoritairement aux populations des classes moyennes⁵ —, et l'augmentation des loyers, sont autant de signes visibles de l'évolution des modes de gestion du secteur social.

L'ouverture aux capitaux privés avec le développement des Sociétés d'économie mixte (SEM) représente aujourd'hui 8 % du parc social. Ainsi, André Yché, président pourtant d'une grande entreprise sociale pour l'habitat (ESH), la SNI, déclarait en 2011 : « À terme, tous les groupes d'ESH devront devenir des opérateurs immobiliers globaux d'intérêt

général qui obéissent à une logique d'entreprisisme ». Derrière ces propos se dessine la tendance lourde de l'évolution du parc social, celle d'une logique de rentabilité qui pénètre un secteur de moins en moins soutenu par l'État.

Max Bess

1. INSEE « Habiter en HLM, quels avantages, quelles différences ? ».
2. « Logement social : les priorités géographiques » février 2012.
3. Fondation Abbé Pierre « Loi SRU : palmarès 2011 des communes ».
4. Cf. note 1.
5. 53 % des logements sociaux sont des PLUS plafonnés à 19 000 euros de ressource par an pour une personne seule contre 10 000 euros pour un PLAI (cf. note 3).

Hébergement : l'urgence permanente

Fini la circulaire nationale « Grand froid », voici cette année le « Guide national de prévention et de gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid 2013-2014 ». Préparé par de nombreuses réunions de divers ministères avec entre autres le collectif des associations unies (33 organisations nationales de lutte contre l'exclusion), celui-ci n'y retrouve pas ses propositions. Pas de réponse sur la qualité et surtout la continuité de l'hébergement, alors que cela fait des années que sont mis en cause la lourdeur, le coût et l'inefficacité d'un accueil limité dans le temps.

Selon le baromètre de la Fnars du mois de juillet 2013, les demandes d'hébergement enregistrées à l'été 2013 sont équivalentes à celles enregistrées au cours de l'hiver 2012-2013 et 76 % n'ont pas trouvé de réponse. Un « record ». Il note également l'augmentation du nombre de familles et de personnes étrangères. Le rapport annuel 2012 de l'Observatoire national du 115, publié le 14 octobre 2013, indique une progression de la demande de 30 % en un an, 64 % d'entre elles n'ayant pas donné lieu à un hébergement, majoritairement faute de places disponibles.

I.G.



LA REDOUTE

« Zéro licenciement, dix ans de garantie »

Une « inacceptable brutalité »... C'est ainsi que Martine Aubry a réagi à l'annonce par François Pinault de sa volonté de se débarrasser de La Redoute avant la fin de l'année.

À quelques mois des élections municipales, elle en appelle à la « responsabilité morale » de l'actionnaire principal du groupe Kering (ex Pinault-Prin-Temps-La Redoute), dont la fortune personnelle est estimée à 11 milliards d'euros. Cela fait pourtant plusieurs mois que les syndicats tirent la sonnette d'alarme. Une première manifestation avait rassemblé 700 salariés le 22 octobre. Le 7 novembre, ils étaient près de 1500 à manifester à Lille à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-SUD aux cris de « zéro licenciement, dix ans de garantie ».

Aubry s'agite

Le directeur général du groupe Kering avait confirmé le projet d'externalisation de la logistique et des plate-formes téléphoniques (1400 et 250 salariés) et de cession de la branche distribution de La Redoute, précisant que « le projet de reprise ne pourra se faire qu'avec des conséquences significatives sur l'emploi, supérieures ou égales à celles du premier plan de 2008 » (la Voix du Nord du 6 novembre). Autrement dit : au moins 672 nouveaux licenciements ! Martine Aubry s'agite dans la presse pour dénoncer la « précipitation » de François Pinault et exiger d'être reçue. Peu de chances cependant qu'elle entende le délégué CGT qui lui demande de plaider pour une loi contre les licenciements dans les sociétés qui font des bénéfices : 1,2 milliard en 2012 pour le groupe Kering et ses activités concentrées sur l'industrie du luxe (Gucci, Saint-Laurent, etc.). Les salariés de La Redoute ne pourront compter que sur leur détermination, l'extension de leur lutte et la coordination avec les nombreux autres salariés victimes ou menacés par des plans sociaux dans le Nord-Pas de Calais. Ils devront imposer le blocage des licenciements et les 10 ans de salaire qu'ils exigent dans leurs manifestations et que Pinault et le groupe Kering ont largement les moyens de financer. **Correspondant**

AGROALIMENTAIRE

Fameux, le « modèle breton » ?

Les plans de licenciements se succèdent dans l'agroalimentaire breton où différentes filières sont touchées. Une véritable crise.

L'agriculture, la pêche et les industries de transformation sont depuis longtemps des pourvoyeurs d'emplois. Les entreprises Gad, Doux, Marine Harvest, Boutet-Nicolas ou Tilly-Sabco, qui étaient hier inconnus du grand public, font aujourd'hui la une de la presse nationale.

Crises multiples

La Bretagne est la première région agricole française : elle réalise 12% du chiffre d'affaire de la production agricole nationale sur 5% du territoire. Les principales activités sont les productions d'élevage qui contribuent pour 70% à la valeur de la production agricole bretonne. La région compte 69 887 actifs

employés dans 34 450 fermes. En 1970, les fermes bretonnes étaient au nombre de 150 921...

Les industries agroalimentaires bretonnes réalisent environ 18 milliards d'euros de chiffre d'affaire par an, dont 4 milliards à l'exportation, et emploient 60 000 salariés. Environ 1/3 des emplois industriels en Bretagne.

Le modèle agricole et agroalimentaire breton actuel est issu de la révolution agricole des années 50 et 60 qui a organisé le passage d'une agriculture familiale de proximité à l'agro-industrie hyper-productiviste que nous connaissons aujourd'hui. Ce « modèle breton » traverse aujourd'hui de multiples crises : économique, sociale et environnementale.

L'environnement pollué

La crise environnementale est bien connue. Les productions animales intensives et hors sol associées à l'utilisation massive d'engrais chimiques génèrent des excédents de nitrates et de phosphates qui ruissellent, s'infiltrant et polluent toutes les ressources en eau et sont à l'origine des marées vertes sur les côtes.

La FNSEA, les industriels de l'agroalimentaire, l'UMP, mais également le PS, minimisent largement le phénomène et mettent en place des « plans algues vertes » bien dérisoires. Le contribuable, lui, paie l'addition : en 2012, le ramassage de 70 000 m³ d'algues vertes a coûté 500 000 euros. D'autres polluants plus dangereux comme les pesticides répandus sur les cultures et les antibiotiques utilisés dans les élevages nous menacent, sans parler de l'ammoniac ou des gaz à effet de serre.

Ce modèle économique très gourmand en énergie suppose aussi des importations massives de soja

transgénique depuis l'Amérique latine et contribue à la destruction des sols et des paysages.

Les travailleurs licenciés

La crise économique et sociale s'annonçait, aujourd'hui elle explose. Ainsi, les deux poids lourds de la filière avicole, Doux et Tilly-Sabco, invoquent la fin des restitutions européennes. Ces aides concernaient les exportations de poulets congelés. De 480 euros la tonne en 2007, elles ont chuté à 108,50 euros la tonne en 2012. Les entreprises, qui savaient depuis longtemps que la communauté européenne allaient les supprimer, n'ont pris aucune mesure sérieuse pour diversifier leur production et ce sont maintenant les travailleurs qui doivent servir de variable d'ajustement. Ainsi, dans la filière porcine, les entreprises bretonnes sont jugées moins performantes que les abattoirs allemands qui emploient des travailleurs d'Europe de l'Est payés à coups de trique...

Pour répondre à cette situation d'urgence, le NPA demande la suspension de tous les licenciements, et une loi cadre les interdisant. Nous exigeons l'ouverture des livres de comptes afin que les travailleurs prennent connaissance par eux-mêmes des résultats de leur entreprise. Si celle-ci est bénéficiaire, l'État doit interdire immédiatement les licenciements. Si l'entreprise connaît de réelles difficultés, il faut imposer la réquisition sans indemnité ni rachat.

L'agriculture et l'agroalimentaire doivent se reconverter : nous refusons cette société inhumaine où les hommes et la nature sont sacrifiés pour satisfaire la rapacité de quelques-uns. Le capitalisme agro-industriel détruit l'emploi paysan, l'environnement et mène la vie très dure aux salariés des usines. L'agriculture doit cesser cette course au gigantisme, baisser drastiquement sa consommation d'énergie et de produits chimiques, et s'orienter vers des fermes de taille raisonnable produisant une nourriture de qualité en diversifiant et en relocalisant les ateliers de transformation. Le capitalisme en est bien incapable. **Michel Kernaléguen**



LYCÉES Toujours mobilisés

Le gouvernement tablait sur l'effet démobilisateur des vacances scolaires. Manque de bol, une partie des lycéens est déterminée à continuer pour le retour de Khatchik et Leonarda et la régularisation de tous les jeunes en formation.

Déjà mobilisés avant les vacances, les lycéens parisiens ont connu une baisse de participation aux manifestations mais restent mobilisés : mardi 5 et jeudi 7 novembre, entre 500 et 1 000 jeunes, se sont retrouvés à Paris. Mais les lycées de banlieue commencent à entrer dans la bataille ainsi que ceux des autres régions. À Rennes, il y a eu jeudi une manifestation regroupant un millier de lycéens.

Le gouvernement répond par la répression

Manuel Valls veut en finir avec ces lycéens qui remettent en cause sa politique. Il mène la politique de la peur face à des jeunes qui ne demandent que l'égalité pour leurs camarades. Les forces de l'ordre ont été largement déployées devant des lycées. La police a molesté des lycéens aux lycées Cachin et Blanqui dans le 93, allant jusqu'à gazer un élève en

pleine face et à l'envoyer, inconscient, à l'hôpital. À Maupassant (92), suite au blocage du lycée, 12 élèves ont été interpellés et certains sont mis en examen. Certaines interpellations ont eu lieu aux domiciles des lycéens à 6 heures du matin... Ces interpellations étaient d'une violence inouïe et des exactions ont été commises envers les lycéens et leur parents... Bienvenue sous la présidence normale ! La police cible particulièrement les lycées de banlieue parce qu'elle considère que tout le monde croira que c'est parce que ces élèves veulent mettre le « bordel »... Valls ne s'arrête pas là, et continue même à expulser des lycéens sans-papiers.

Le ministère avait pourtant demandé de ne pas expulser de jeunes pour ne pas mettre le feu aux poudres. Un lycéen de Paris, Abdelarazak, a pourtant été arrêté et mis en centre de rétention à Rennes, pour finalement être relâché. Preuve que le combat est loin d'être terminé. Si nous ne voulons plus voir disparaître nos camarades de classe, il faudra l'imposer par la lutte dès jeudi 14 novembre, nouvelle journée de mobilisation. Il faudra aussi associer le plus grand nombre : c'est pourquoi les organisations syndicales et associatives appellent à une journée de manifestation le samedi 16 novembre. **Mina Deneuf**

FAGOR La coopérative devenue multinationale s'effondre

Mondragón, premier groupe industriel et financier du Pays basque espagnol, emploie 83 000 personnes dans 110 coopératives. Le dépôt de bilan annoncé de Fagor Electrodomésticos, première entreprise du groupe, créée en 1956, marque la fin d'un « modèle », vanté y compris dans les milieux alternatifs.

Ceux qui n'ont pas d'autre horizon que le capitalisme accusent le groupe Mondragón de n'avoir pas restructuring assez vite ses usines : un plan prévoyait en effet de n'en garder

qu'une sur cinq au Pays basque, une sur quatre en France, celle du Maroc étant vouée à la fermeture. L'essentiel de la production doit être délocalisé en Pologne, où une usine (achetée par Fagor) fabrique des

RYTHMES SCOLAIRES

Amplifier le rapport de forces maintenant

Pour le ministre Peillon, « dans la quasi-totalité (93,5%) des communes, la mise en œuvre des rythmes scolaires se déroule sans difficulté ». Quel culot, alors que seulement 20% des communes ont accepté de mettre en place la réforme et que partout la colère gronde !

La grève des enseignants le 14 novembre va être réussie. À Paris bien sûr, avec plus de deux enseignants sur trois en grève et environ un tiers d'écoles fermées, mais aussi dans les autres villes : l'appel national à la grève de la CGT, de FO et de Sud est rejoint par plus de quarante sections départementales du SNUipp-FSU, contre l'avis de la direction nationale. En Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne, 200 écoles sur respectivement 700 et 630 devraient être fermées. À Gennevilliers (92), malgré l'absence d'appel du SNUipp-FSU, il devrait y avoir près de 70% de grévistes, à Villejuif (94), près de 90%... Malgré sa volonté de défendre la réforme (le secrétaire général participe d'ailleurs à des conférences pour sa mise en place dans les communes...),

la direction nationale du SNUipp-FSU est donc maintenant contrainte à appeler à une date de grève nationale début décembre. Tout cela est le signe d'un ras-le-bol dans la profession et dans les équipes militantes.

Nouvelles provocations de Peillon

Le ministre ne se démonte pas et montre à quel point ce gouvernement est, malgré ses prétentions, un ennemi des salariés et des classes populaires : après avoir annoncé que la mise en place de la réforme se passait bien, il annonce maintenant vouloir annualiser le temps de travail des remplaçants pour l'adapter à la réforme des rythmes scolaires. Une fois de plus, les analyses de la réforme les plus dramatiques s'annoncent réelles : une telle évolution serait un

précédent, le début de la casse du statut national des enseignants et son adaptation aux besoins locaux des communes.

Comme la mairie de Paris, le ministre espère sans doute que la division entre les différents corps de métier joue un rôle négatif sur la mobilisation. En effet, les liens sont pour l'instant difficiles entre les personnels de la mairie et les enseignants : les syndicats des premiers revendiquent de meilleures conditions de travail et les syndicats majoritaires (CGT et UNSA) se contentent donc de revendiquer une meilleure application de la réforme. Pourtant, des solutions existent pour unifier les revendications : associer l'abrogation de la réforme avec la titularisation des précaires, la construction d'ateliers culturels de qualité le mercredi matin,

ainsi que sur le temps scolaire en co-intervention avec les enseignants.

Construire une grève unie

La grève des personnels de la mairie de Paris a été massive le 12 novembre : sur 660 écoles à Paris, la mairie affirmait un périscolaire « ouvert » sur seulement 75 écoles, le reste étant indiqué « fermé », « mixte » ou « dégradé »... Espérons que le caractère massif de cette grève ouvre des perspectives de lutte. Pour l'instant, la mairie semble prête à lâcher des embauches pour éteindre le feu, mais pour ne pas céder sur l'essentiel : le maintien de la réforme.

Pour faire reculer le gouvernement et la mairie, il n'y a pas d'autre solution que de faire monter nos actions d'un ton : organiser des grèves reconductibles, unissant enseignants et animateurs, dans le maximum de communes qui y sont prêtes, bloquer la machine pour faire reculer Peillon et les maires. C'est l'enjeu de ces prochains jours.

Antoine Larrache

FRANCE TÉLÉVISIONS

Écrans en grève

Judi 7 novembre, l'intersyndicale de France Télévisions (SNJ, CGT, CFDT, FO, CGC) a lancé un mouvement de grève pour protester contre le plan de licenciements mis en place par la direction. Un mouvement bien suivi avec un taux de grévistes de 50%, allant jusqu'à 80% dans certaines stations régionales de France 3.

À la suppression prévue de 361 postes de techniciens, administratifs et journalistes permanents, s'ajoutent plusieurs centaines de postes déjà gelés, ainsi qu'un « plan social bis » concernant les non-permanents (CDD, intermittents...) qui constituent environ 20% des effectifs. Sur les 10000 salariés à temps plein, les suppressions d'emploi prévues ou prévisibles représentent près de 10% des effectifs.

No pub ?

La cause de ce plan : l'arrêt de la publicité après 20 heures sur les chaînes publiques, décidé en 2008 par Sarkozy pour enrichir un peu plus TF1 et M6. Non compensé, le manque à gagner de la publicité a creusé un déficit de près de 500 millions d'euros. Rien qu'en 2013, on l'estime à 180 millions d'euros, alors que dans le même temps la direction dépensait 100 millions dans une improbable restructuration (dont plus de 30 millions pour des cabinets d'audit privés). Et aujourd'hui, c'est aux salariés que l'on présente la facture !

Avec Hollande, c'est la même logique d'austérité que subit le service public audiovisuel. Les conséquences : des CDD encore plus précarisés, des conditions de travail dégradées et des fermetures d'éditions locales du réseau de France 3. Pour les téléspectateurs, cela signifie plus de plateaux et de débats avec des intervenants institutionnels, à la manière des télé low cost, et moins de reportages sur le terrain au plus près de la population et de ses problèmes. Car, faut-il le rappeler, l'information est la première mission du service public audiovisuel.

Ce gouvernement est en train de réaliser ce que Sarkozy avait mis en place : étouffer le service public et plus particulièrement la télévision publique de proximité, considérée à juste titre comme moins docile avec le pouvoir.

Correspondant

LILLE Unité et solidarité avec les Roms

Expulsés d'un parking de l'université, une centaine de Roms sont hébergés à la bourse du travail de Lille depuis plus de deux semaines. Le préfet et les élus locaux font la sourde oreille et se renvoient la patate chaude... Une grande manifestation est organisée ce samedi 16 novembre.

Lille, Roubaix, Croix et maintenant Villeneuve-d'Ascq : les destructions de camps de Roms se multiplient sur la métropole lilloise depuis septembre. Jamais la circulaire Valls imposant une étude sociale et sanitaire et une recherche de logement préalable

n'est appliquée. Et les Roms sont condamnés à l'errance, cherchant un répit de quelques jours ou quelques semaines sur un autre terrain vague, avant d'en être à nouveau chassés, quand les caravanes ne sont pas confisquées voire détruites.

Face à ces situations inhumaines, la

solidarité s'organise dans l'urgence. À Roubaix, un médecin a mis à disposition un bâtiment désaffecté pour héberger 50 personnes. 27 autres l'ont été pendant plus d'un mois par une association. Le 28 octobre, les 120 Roms expulsés de Villeneuve-d'Ascq, dont 50 enfants et nourrissons, ont eux trouvé refuge à la bourse du travail de Lille.

Droit à l'emploi, au logement, à l'éducation et à la santé

Toujours prompt à recevoir les maires se plaignant de l'occupation d'un terrain sur leur commune, le préfet refuse de répondre à la revendication de l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires d'une table ronde réunissant tous les acteurs concernés afin de trouver rapidement une solution de

relogement durable. Martine Aubry dénonce la politique de son camarade Valls mais s'oppose à l'installation des Roms sur sa commune. Tous semblent se satisfaire d'un enlèvement de la situation où le mouvement social est condamné à gérer les dégâts d'une politique qu'il combat.

Victimes de cette politique répressive et discriminatoire, les Roms ont rédigé une déclaration expliquant leur situation et leurs revendications : droit à l'emploi et au logement, à l'éducation et à la santé. Ils ont multiplié les manifestations, seuls, avec les lycéens, ou encore au côté des salariés de La Redoute.

À l'initiative de l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, un appel national de personnalités et une pétition ont été lancés. Une grande manifestation est également organisée ce samedi 16 novembre à 14h30 Porte de Paris.

Jan Pauwels

<http://solidariteromsfives.wordpress.com>



DR

appareils vendus en Europe de l'Ouest. Dernièrement, le fabricant chinois Haier s'était allié à Fagor pour construire une deuxième usine polonaise...

Les travailleurs peuvent parfaitement autogérer leur entreprise, si leurs assemblées ne servent pas qu'à entériner les décisions ! En interdisant les syndicats, Fagor a empêché tout contre-pouvoir et l'élaboration d'alternatives. Seule Ahots kooperatibista, association de réflexion à laquelle participent des syndicalistes nationalistes basques, a pu critiquer la stratégie et les dérives bureaucratiques et antisociales (cf. article dans le dossier de *Tout est à nous !* n°138').

Ce manque de démocratie découle du choix de Mondragón de chercher à tirer parti de la concurrence capitaliste, en s'agrandissant toujours plus et en allant exploiter des salariés en Pologne ou en Chine. C'est

ainsi que les coopérativistes ont pu « décider » une baisse de 20% de leur salaire en quelques années, et les délocalisations... jusqu'à supprimer leur propre emploi. Le groupe poursuit sa

fuite en avant dans une mondialisation libérale qui étrangle pourtant Fagor. Il ne reclasifierait que la moitié des coopérativistes (abandonnant ainsi son système, qui garantissait l'emploi à vie).

Premières manifestations

Largelement soutenus par la population, des milliers de coopérativistes sont descendus dans la rue pour réclamer le maintien de l'activité, et

la lutte continue avec l'occupation d'une des usines à Basauri. En France, faute d'approvisionnement, la production est arrêtée depuis mi-octobre. Plus de 3000 emplois sont menacés, si on compte ceux des sous-traitants, dont ceux de l'usine de Lyon, qui fabriquait toujours des lave-linge pour Fagor Brandt, les nouveaux produits issus de la ré-industrialisation promise se vendant très peu.

La plupart des salariés vendéens et de l'orléanais ont été renvoyés chez eux, en chômage partiel complété intégralement : une façon de les endormir et de les séparer de celles et ceux toujours présents sur les usines ou les autres sites (recherche à Lyon, après-vente à Cergy et commerce à Rueil). La mobilisation pour réclamer le redémarrage de l'activité a pourtant commencé, avec des manifestations à Vendôme, Orléans,

La-Roche-sur-Yon et Lyon.

L'administration judiciaire peut relancer les usines, en attendant le dépeçage par un repreneur : une fois les marques et les brevets récupérés, celui-ci ira fabriquer les appareils ailleurs, pour réaliser un maximum de profits. À quoi sert alors le gouvernement, qui se contente de parler de « sauver le maximum de sites et préserver le plus possible d'emplois » ? Pourquoi ne pas continuer la fabrication, en remettant en place un pôle public de l'électroménager, comme cela s'était fait avec la nationalisation de Thomson en 1982 ? Une perspective qui permettrait aussi de maintenir l'emploi dans les autres usines françaises du gros électroménager (Electrolux à Revin et Whirlpool à Amiens)...

Correspondante

1. npa2009.org/content/le-travail-c'est-notre-affaire



Manifestation dans l'État espagnol. DR



Les comités en action!

Rouen : en réunion publique

Le mercredi 6 novembre, était organisé une réunion publique qui a réuni une soixantaine de participants. Pour commencer, Alain, retraité de Schneider a présenté l'actuel plan de restructuration engagé dans l'usine locale, un des mille plans de licenciements en cours, et la nécessité de nationaliser tous les moyens de production liés à l'énergie.



Ensuite, Cassandra a fait le point des mobilisations dans les lycées contre les expulsions de Leonarda et Khatchik, et des enjeux de la lutte contre l'extrême droite. Enfin, Christine Poupin a montré en quoi le gouvernement va toujours plus loin dans la politique sécuritaire, discriminatoire et même raciste, telles les déclarations de Valls, et en quoi les classes dominantes profitent de la politique gouvernementale et de l'absence de riposte pour imposer des attaques sur tous les sujets. Non seulement le gouvernement agit à droite, mais il parle aussi à droite! Après avoir montré en quoi l'écotaxe est antisociale et antiécologique, Christine a expliqué que seul l'affrontement avec le gouvernement, le blocage, la paralysie du pays peut faire reculer le pouvoir. Elle est ensuite revenue sur la signification des mobilisations en Bretagne, avant de conclure sur l'importance d'encourager les mobilisations et de proposer une solution politique alternative s'opposant à la politique libérale du gouvernement. Le très intéressant débat qui a suivi a permis d'aborder, outre ces points, l'activité de RESF, les mobilisations contre la réforme des rythmes scolaires, la réforme fiscale. Un échange qui doit continuer.

Louviers (27) :

rassemblement antimilitariste

Samedi 9 novembre, à contre-courant des célébrations patriotiques de la boucherie de 14-18, ce rendez-vous annuel a été l'occasion pour une quarantaine de militantEs, du NPA bien sûr, mais aussi du PCF, de la Ligue des droits de l'homme, de la Libre pensée et de Lutte ouvrière, de créer l'événement le jour du marché.



Des prises de parole pour dénoncer les marchands d'armes et les guerres coloniales d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que le nationalisme qui divise les opprimés, et pour saluer la mémoire des mutins de 17 et des « fusillés pour l'exemple ». Le tout avec chants des « classiques » antimilitaristes : « Le Déserteur », « Craonne », « la Butte rouge ». Le NPA a distribué 500 tracts. Nous avons également, à nouveau, rebaptisé la rue du maréchal massacreur Foch du nom de Pierre Brizon, un des trois seuls députés qui avaient osé refuser de voter les crédits de guerre. Une initiative à laquelle nous comptons bien donner plus d'ampleur encore l'année prochaine pour le centenaire!

Le parti en campagne

CAMPAGNE FINANCIÈRE

Bonnet rouge ou bonnet d'âne pour le NPA?

Depuis quelques semaines, le moral des anticapitalistes reprend des couleurs. Après une rentrée dans la lignée d'une année où la droite a battu le pavé, où les réactionnaires de tous bords se font la course, l'heure est à la résistance et à l'opposition contre ce gouvernement au service des patrons.

Des lycéens contre les expulsions de leurs camarades Khatchik et Leonarda qui défilent pour la démission de Valls et des papiers pour tous, à la résistance bretonne contre les licenciements et l'écotaxe, on peut dire que le réveil sonne enfin et il commence à sonner fort.

Amplifier la campagne financière

Pas de doute, nous sommes bien dans la mobilisation avec les travailleurs bretons et la jeunesse, et ces mobilisations prouvent que les révoltes — et les anticapitalistes — sont toujours d'actualité.



La tête dans le guidon, la campagne financière a bel et bien commencé, avec près de 100 000 euros récoltés, mais ce n'est guère satisfaisant. Comme sur le terrain social, il faut aller plus loin pour atteindre nos objectifs. Nous nous étions fixés l'objectif intermédiaire de 200 000 euros pour début novembre, et malheureusement nous ne sommes qu'à mi-parcours. Nous progressons légèrement de semaine en semaine, mais ce n'est pas avec ce que l'on a récolté que l'on va dégager tout de suite Hollande, Valls et consorts... Pendant ce temps et sans planche à billet, affiches, tracts, autocollants, journaux, banderoles, déplacements, l'actualité sociale a ses exigences en biftons. Le NPA n'était pour autant jamais parvenu à recevoir une telle somme de dons à cette période de l'année, ce qui nous fait malgré tout dire que le verre est à moitié plein.

Donnez, donnez, donnez-nous... Plus que jamais, il ne faut pas attendre décembre pour faire, refaire, un don au NPA, maintenant que le

verre est à moitié plein et que l'opposition au gouvernement se fait davantage sur notre terrain, social et politique, et que nos mots d'ordre se font entendre, comme « l'interdiction des licenciements » en Bretagne. La période n'est plus au doute et à la réflexion, MO-BI-LI-SA-TION générale et à tous les étages. 10 000 dons, 1 million d'euros, c'est possible! De la sympathie à solliciter, à trouver, à récolter, mais aucun doute que cette sympathie existe, que notre utilité est prouvée. Demander ou faire un don pour le NPA, c'est donner à un parti qui n'a jamais baissé son drapeau et qui veut continuer à l'agiter aussi longtemps que ce sera utile. Plus que jamais passons à l'offensive: 1 million d'euros pour le NPA!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

Surveillez le site du NPA et les réseaux sociaux, un clip à diffuser sans modération sera bientôt en ligne.

Chroniques municipales

Louviers sur la route de l'opposition de gauche

À Louviers (Eure), notre présence au conseil depuis 2001 (un siège, pris au FN) nous donne des responsabilités, ainsi que la place que nous a donnée notre opposition sans concession à la majorité municipale sortante PRG-PS-PCF-Verts.

Une crédibilité renforcée en 2008, quand les trois élus PS et PCF sont passés dans l'opposition au maire et qu'un travail unitaire a été mis en place contre la vidéosurveillance, pour le retour en régie publique de l'eau, sur le budget. Ces batailles, ainsi que notre activité avec le « collectif pour le maintien de l'emploi chez M-real » ont permis de consolider des liens militants et surtout de promouvoir et de crédibiliser notre programme revendicatif.

Cela manque certainement d'humilité, mais nous sommes incontournables: alors qu'en janvier, nous avions organisé une manifestation contre la venue de Hollande, en mars le PS nous proposait de partir ensemble contre la majorité sortante. Mais par-delà les liens militants, impossible de faire liste commune avec celles et ceux qui soutiennent un gouvernement qui mène une politique d'austérité. Le PS s'est alors retrouvé d'autant

plus seul que le PCF, pourtant allié fidèle au conseil, tardait à accepter la même proposition...

Un appel pour rassembler

En septembre, nous avons donc présenté notre tête de liste: notre conseiller municipal sortant, Philippe Thouément. Mais en octobre, coup de théâtre! Le premier secrétaire fédéral du PS (directeur général de LVMH par ailleurs) annonce le ralliement de ses camarades lovériens au maire PRG, alors même que ceux-ci l'avaient refusé par un vote à 60% quelque temps auparavant. Impossible pour l'appareil PS d'accepter que la décision des militants locaux ne leur laisse qu'une représentation minimale (2 élus actuellement) et entérine leur statut d'opposants.

Le comité du NPA décide alors de proposer au PCF de constituer une liste ensemble, autour de l'axe: « ce gouvernement fait la politique du Medef et le lit de Le Pen ». Dans le

même temps, des militants socialistes nous disent leur profond dégoût face au ralliement piteux de leur parti à une liste où droite et gauche cohabitent, et à la perspective d'accepter demain ce qu'ils ont combattu hier. Nous avons donc publié un appel public pour ouvrir notre liste à toutes celles et tous ceux qui se retrouvent sur ces bases. Il en va de même pour les membres d'EELV, dont le chef de file, contre la promesse de pistes cyclables, se rallie lui aussi au maire PRG pro-Veolia, pro-autoroute et autres « projets structurants » combattus ensemble sur le terrain! La section du PCF vient d'accepter notre proposition à l'unanimité. Notre liste ouverte permettra à celles et ceux qui ne se résignent pas, ou bien qui, écoeurés et désespérés, pourraient être tentés par le FN, d'exprimer leur ras-le-bol et de s'engager avec la gauche qui lutte et l'écologie qui se bat.

CorrespondantEs



Polars philosophie et critique sociale
Philippe Corcuff

Essai

Corcuff ne désespère ni du polar ni de la lutte

Polars, philosophie et critique sociale, Philippe Corcuff, dessins de Charb, éditions Textuel, 15,90 euros.

Les essais consacrés au polar sont innombrables, de *Meurtres exquis, une histoire sociale du roman policier* de Ernest Mandel aux *Chroniques* de Jean-Patrick Manchette¹, sans compter les thèses universitaires². Autrement dit, Philippe Corcuff, passionné du genre qui a déjà publié divers articles sur le sujet, arrive sur un terrain déjà bien balisé. Le sociologue a donc choisi des axes particuliers. Au travers d'une sélection limitée d'ouvrages d'auteurs américains, il s'est interrogé sur la philosophie qui se dégage du comportement des personnages de roman noir, et en particulier des policiers et détectives privés qui fournissent les principaux bataillons de héros des auteurs choisis. Corcuff ne s'est que très accessoirement intéressé à l'idéologie qui imprègne ces romans, bien qu'il signale par exemple au passage qu'on trouve une critique explicite de la xénophobie sécuritaire

chez un écrivain comme Dennis Lehane. Il s'applique donc dans la première partie de son livre à nous montrer la fragilité d'individus qui s'efforcent de conserver une certaine éthique personnelle dans une société qu'ils n'envisagent pas de changer, et au sein de laquelle ils exercent des métiers souvent peu ragoûtants, au service de personnages et de classes sociales peu dignes de respect. Contrairement aux détectives de l'époque de Sherlock Holmes et d'Agatha Christie qui rétablissent un ordre social momentanément troublé par des actes délictueux, les Philip Marlowe de Raymond Chandler, Sam Spade de Dashiell Hammett et leurs émules ne font tout au plus que réparer quelques bavures d'un système criminel par nature et ils le savent. Cette conscience de leur impuissance à juguler la production criminelle de masse permanente du capitalisme provoque une certaine amertume chez des personnages qui, en dépit des airs cyniques qu'ils se donnent, ne sont pas dépourvus de principes.

Un «renouveau politique»?

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux chroniques publiées par Corcuff de 2005 à 2013 dans *Charlie Hebdo* et illustrées par Charb. Leur principe consiste à dissenter sur une citation de roman noir. Tout y passe, des faits d'actualité aux états d'âme de l'auteur. Ainsi, commentant les propos d'un personnage de Ross Macdonald — «*Moi-même, plus jeune, je pensais que le monde se divisait en deux catégories de gens : les bons et les méchants*» —, Corcuff nous apprend qu'il a longtemps considéré lui aussi que les bons étaient tous de gauche et les méchants tous de droite, mais qu'il a dû déchanter depuis, les affaires Cahuzac et DSK n'ayant fait que renforcer ses désillusions... Rassurons-nous cependant car il s'empresse de préciser : «*Mon parcours politique semé d'embûches ne m'a pas conduit à désespérer de toute forme d'engagement organisé d'où ma récente orientation vers un militantisme libertaire*». Ouf, Corcuff n'est pas perdu pour la cause. Toutefois notre ami libertaire pousse le

bouchon un peu loin en nous affirmant qu'on pourrait peut-être «*trouver de quoi alimenter un renouvellement de la politique dans le polar*». Le genre n'en demandait pas tant. La plupart des auteurs ne se prennent ni pour ni Proudhon ni pour Marx, bien que plusieurs d'entre eux aient consacré de savoureux romans à Groucho Marx³...

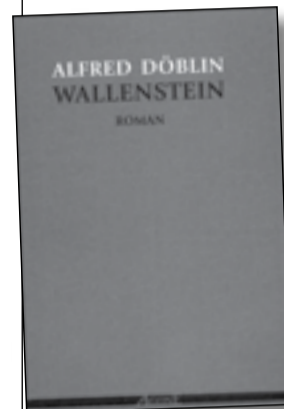
Gérard Delteil

1. *Meurtres exquis, une histoire sociale du roman policier*, Ernest Mandel, éditions La Brèche, 1986. *Chroniques* de Jean-Patrick Manchette, éditions Rivages, 1996.
2. Parmi celles à vocation sociale, signalons notamment *L'image des immigrés dans le roman noir de 1950 à nos jours* de Nadège Comparat et *Le genre entre pratique textuelle et pratique sociale : le cas du roman noir (1990-2000)* de Natacha Levat. Notons qu'il existe même des études consacrées aux lecteurs de polars, telle *Lire le noir : enquêtes sur les lecteurs de récits noirs* de Annie Collovald et Erik Neveu, Bibliothèque publique d'information, 2004.
3. Parmi lesquels *Groucho Marx contre Sherlock Holmes* de Ron Goulart, Le Cherche-Midi, 2000, et *Chico, banco, bobo* de Stuart Kaminsky, Série noire, 1999 (republié chez 10/18).

Roman

Wallenstein d'Alfred Döblin

Agone, 38 euros



Pourquoi, quand est médecin militaire non loin du front, durant la Grande Guerre, s'être mis en tête d'évoquer une autre grande boucherie européenne qui datait alors de

trois cents ans? Et que nous importe aujourd'hui cette guerre de Trente Ans (1618-1648), même évoquée par Döblin? Une première réponse est dans ce roman, traduit (excellamment par Michel Vanoosthuysse) pour la première fois en français, burlesque, grotesque, énorme, ironique et onirique aussi. Quoique doté de grands moyens dans ces registres et tenant Döblin pour son «*maître*», Günter Grass n'a su l'égaliser dans *Une rencontre en Westphalie* (1979) se déroulant à la même époque. Commentant son Wallenstein dix ans après sa parution, Döblin n'y voyait pas un «*héros à la Schiller, mais un moderne chevalier d'industrie, un exploitateur effréné de l'inflation, un as de l'économie et de la stratégie*», comme si l'Allemagne devait craindre son retour. C'était en 1930.

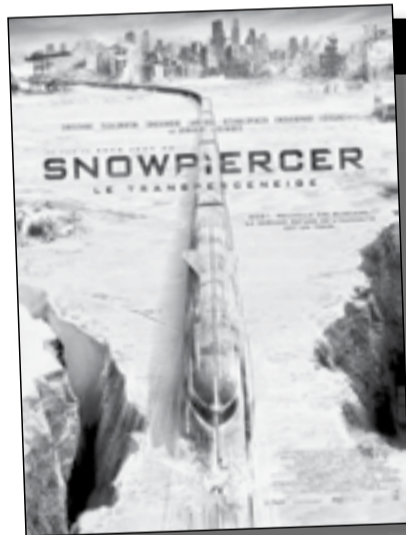
Gilles Bounoure

Cinéma

Le train de la lutte des classes

Snowpiercer, le transperceneige.

De Bong Joon Ho avec Chris Evans et Song Kang-Ho. Sortie le mercredi 30 octobre.



La créativité du cinéma coréen ne se dément pas. Bong Joon Ho appartient à une génération de réalisateurs qui, depuis la libéralisation de la fin des années quatre-vingt, s'applique à développer une critique politique et sociale, non seulement de la société coréenne, mais universelle. Pour toucher un public plus large, cette nouvelle vague utilise

souvent le film de genre, en respectant ses codes. Bong Joon Ho a ainsi tâté au film noir, *Memory of murder*, ou au film fantastique «*de monstre*», *The Host*, tandis que son confrère Im Sang-soo se livrait à une satire sociale féroce avec un film intimiste hitchcockien, *The Housemaid*. On pouvait redouter que Bong Joon Ho perde plus ou moins âme avec *Snowpiercer*, un blockbuster de 40 millions de dollars tourné en anglais avec des comédiens d'une demi-douzaine de nationalités. «*Un budget moyen pour les États-Unis, mais le film le plus cher jamais tourné en Corée*», précise-t-il. Non seulement, il ne s'est pas laissé corrompre par le succès et l'attrait d'une distribution internationale, mais il nous offre

avec *Snowpiercer* l'une des paraboles sociales les plus radicales. Ce train qui traverse des étendues glacées à la suite d'une catastrophe écologique, transporte les derniers rescapés de l'humanité. Il est à l'image de notre société. À l'avant, les classes dominantes qui contrôlent la machine voyagent dans un luxe insensé, tandis que les pauvres s'entassent à l'arrière dans des conditions effroyables. Pour dissuader ces derniers de venir déranger les privilégiés, une police réprime cruellement toute contestation. Et quand elle est débordée, on fait appel à des commandos encagoulés qui évoquent les milices fascistes. Malgré tous ces moyens de répression conjugués à d'habiles manipulations,

les déshérités vont néanmoins s'organiser, se révolter et tenter d'éliminer Wilford, un milliardaire allumé qui fait figure de dictateur du train. Le film est bourré de références, qui vont de la bouffe avariée du *Cuirassé Potemkine* à... Margaret Thatcher. *Snowpiercer* a déjà fait plus de 10 millions d'entrée en Corée et figure actuellement parmi les films de tête du box office français. Il était question de le couper voire de le censurer aux États-Unis, mais les protestations ont contraint les distributeurs à reculer. Ce succès réjouissant nous change des niaiseries commerciales qui occupent si souvent le haut de l'affiche. À ne pas manquer!

John Ledouble



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRECHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14h – 20h,
mardi au samedi :
12h – 20h

Bande dessinée

Consécration à Saint-Malo

Stevenson, le pirate intérieur, René Follet et Rodolphe, Aire libre, Dupuis, 15,50 euros.



Le festival «*Quai des Bulles 2013*» de Saint-Malo vient de rendre hommage à un des plus grands illustrateurs et dessinateur du 9^e art : René Follet

(82 ans) à travers l'exposition «*Stevenson, le pirate intérieur*» tirée de l'album éponyme paru le mois dernier. René Follet a commencé à illustrer les revues du scoutisme social avec son ami Mitacq (auteur de la fameuse *Patrouille des castors*) avant de se lancer dans une carrière où il sut accompagner tous les genres : policier, fantastique ou contemporain. Sur scénario de Rodolphe, il a su trouver dans la brève vie de Robert Louis Stevenson son alter ego.

La biographie se présente comme le roman d'une vie irriguée par la littérature, nourrie de rêves et de cauchemars. Celle d'un écrivain hors norme, à mi-chemin entre naturalisme et impressionnisme. Du carnet de voyage dans les Cévennes ou dans les îles Samoa à la nouvelle *L'étrange cas du docteur Jekyll et M. Hyde*, Stevenson a toujours été hanté par les pirates qu'il imaginait sur son lit de souffrance d'enfant, victime de maladies pulmonaires.

René Follet a su, par la grâce de son pinceau, donner vie à ces pirates qui hantent tant le pont de *l'Hispaniola* (la goélette qui part en quête de *l'île au Trésor*) que le corps malade de Stevenson. Le «*pirate intérieur*» aura raison de l'écrivain à Vailima où les autochtones rendront un brillant hommage à leur conteur d'histoires, mort à seulement 44 ans.

Sylvain Chardon

